

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 29/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Méditerranée

Rue Antoine Becquerel
11100 Narbonne

Références :

Code AIOT : 0006603985

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2023 dans l'établissement SUEZ RV Méditerranée implanté Lieu- dit Pique Peyre 630 route de Mazac 30340 Salindres. L'inspection a été annoncée le 30/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à un APMD relatif au bassin d'eau pluviale et un APC relatif au système de traitement des odeurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Méditerranée
- Lieu- dit Pique Peyre 630 route de Mazac 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006603985
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez R&V Méditerranée, dont le siège social et la direction générale sont situés : 16, rue Antoine Becquerel - 11782 NARBONNE CEDEX- est autorisée, par l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009, à exploiter l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres, et mise en service fin 2012.

Les installations sont implantées dans une zone industrielle, à environ 1 km à l'ouest du centre-ville de Salindres. Les habitations les plus proches sont situées à environ 200 m au sud-ouest du site, au lieu-dit « le Valat d'Arias ». Les principaux autres sites industriels potentiellement émetteurs d'odeurs implantés à proximité du site, sont localisés entre NEOVAL et la ville de Salindres : il s'agit du centre de compostage de boues de stations d'épuration exploité par VEOLIA, de l'industrie de fabrication d'engrais BIOS, de la centrale à béton Lafarge et de la plate-forme chimique avec AXENS et RHODIA.

L'établissement est constitué principalement d'un bâtiment fermé de 10 959 m² comprenant :

- une aire de réception et stockage,
- un hall de tri et affinage,
- 7 tunnels de fermentation,
- 11 tunnels de maturation,
- des installations de traitement des effluents gazeux (laveurs et biofiltres),
- une zone d'isolement des bennes,
- des bureaux et locaux sociaux.

Les installations extérieures sont composées de :

- 2 ponts-bascules,
- un portique de détection de radio-activité,
- un local technique de sprinklage et 2 réservoirs d'eau,
- un bassin de rétention des eaux de toiture (B1),
- un bassin de rétention des eaux de voirie,
- un bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie,
- des voies de circulation et parcs de stationnement,
- des espaces verts.

Les activités exercées dans l'établissement comprennent :

- le tri des déchets par procédés mécanique, magnétique, densimétrique, optique et manuel, en vue d'une valorisation matière ou énergétique ;
- le compostage de la fraction organique par fermentation, maturation et affinage ;
- le stockage du compost.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- qualité du compost
- envoi des déchets
- odeurs
- bassin d'eau pluviale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Produits finis	Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article 2.4.1	/	Sans objet
2	Prévention des nuisances et des risques	Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article 2.1.3	/	Sans objet
3	volet odeurs de l'étude d'impact	AP Complémentaire du 10/11/2022, article 2	/	Sans objet
4	étude technico-économique	AP Complémentaire du 10/11/2022, article 3	/	Sans objet
5	Valorisation des plastiques	Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article 2.4.4	/	Sans objet
6	Remise en état bassin pluviale	AP de Mise en Demeure du 09/08/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des investissements importants ont été réalisés afin de remettre en état le système de traitement des odeurs et la ligne de process de fabrication du compost. Des nouvelles mesures d'émission des odeurs viendront quantifier si ces actions ont un impact. La qualité visuelle du compost est en amélioration cependant le plastique n'est plus valorisé. Une solution sous forme de production de CSR est à l'étude. Suite au dépôt d'un porter à connaissance, le bassin de collecte des eaux de toitures sera prochainement transformé en bassin d'infiltration gardant sa fonction d'écrêtage en cas de fortes pluies.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Produits finis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article 2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Produits finis
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et des articles L. 214-1 et L. 214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et

supports de culture, l'exploitant tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de produits finis tels que définis à l'article 2 de l'arrêté du 22 avril 2008 à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Constats :

L'exploitant présente les rapports d'analyse de compost réalisés par SADEF suivants :

D-23798-21 du 13/12/2021 sur prélèvement du 30/11/2021=> 100% Conforme

D-23799-21 du 14/12/2021 sur prélèvement du 30/11/2021=> 100% Conforme

D-05008-22 du 30/03/2022 sur prélèvement du 15/03/2022=> 100% Conforme

D-11952-22 du 30/03/2022 sur prélèvement du 20/06/2022=> 100% Conforme

D-25386-22 du 27/02/2023 sur prélèvement du 26/12/2022=> 100% Conforme

D-25387-22 du 27/02/2023 sur prélèvement du 27/12/2022=> 100% Conforme

L'exploitant déclare que le prélèvement d'août 2023 est en cours d'analyse.

La production de compost a été la suivante :

Année 2022 : 1594,72 t

Année 2023 : 477,26 t dont 233,82 t en août 2023 suite à remise en service affinage et tri juillet 2023

Sur une année glissante, le critère de fréquence de la norme NF U44-0551 est donc respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des nuisances et des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article 2.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances et des risques

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et les limiter les envois de poussières et autres matières en mettant en place si nécessaire des écrans de végétation autour de l'installation et des systèmes d'aspersion, de bâchage ou de brise-vent pour les équipements ou stockages situés en extérieur. En particulier, aucun camion ne peut être accepté sur le site s'il n'est pas bâché à son arrivée. L'exploitant veillera également à ce qu'aucun camion ne ressorte du site sans être bâché, même à vide.

[...]

Constats :

L'exploitant déclare n'avoir reçu qu'une seule plainte en 2023 concernant des envois de déchets sur la voie publique. Il a diligemment immédiatement un nettoyage des abords de l'installation.

L'exploitant présente les courriers de rappel adressés aux apporteurs début juillet 2022 :

"En tant qu'utilisateurs du site de Salindres, nous attirons votre attention sur le fait qu'encore trop de déchets jonchent le sol aux abords de notre site.

Ces déchets proviennent des véhicules apporteurs sur notre installation. C'est pourquoi nous nous demandons de bien vouloir sensibiliser votre personnel sur l'obligation que tout chargement arrivant sur notre site doit être convenablement bâché ou fermé (dans le cas des BOM) et que le bas de caisse

du véhicule doit être obligatoirement nettoyé avant départ afin de le débarrasser de tous déchets qui pourraient tomber sur les voiries.

En cas de non-respect de ces consignes, nous nous verrions dans l'obligation d'en informer l'administration compétente."

Le jour de l'inspection, il n'est pas constaté la présence de déchets aux abords du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : volet odeurs de l'étude d'impact

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, odeurs

Prescription contrôlée :

L'exploitant met à jour sous 3 mois le volet odeurs de l'étude d'impact de l'installation en récapitulant ou en réalisant si besoin :

- l'identification exhaustive des sources d'odeurs sur le site (surfaciques, diffuses, passives, aérées...),
- les mesures d'odeurs par analyses olfactométriques (niveau d'odeur mesuré selon la norme NF EN 13725 et évaluation des débits d'odeurs) et par analyse physico-chimique (concentrations en composés odorants et débit d'émission) au niveau des différentes sources identifiées (camions, portes, biofiltre, cheminée...),
- au titre du retour d'expérience et à partir des données météorologiques acquises, l'analyse des conditions météorologiques sur la génération d'émissions olfactives.

A l'occasion de ce diagnostic, l'exploitant vérifie le respect des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'exploitation et déterminent à partir de quelles valeurs limites une réduction importante des nuisances olfactives par le voisinage pourrait être perçue.

Constats :

L'exploitant a transmis la mise à jour du volet odeur de l'étude d'impact le 22 mars 2023.

Cette mise à jour a été réalisée conformément à la demande spécifique de l'APC, à savoir :

- Identification exhaustive des sources d'odeurs sur le site (surfaciques, diffuses, passives, aérées ...)
- Les mesures d'odeurs par analyses olfactométriques (niveau d'odeur mesuré selon la norme NF EN 13725 et évaluation des débits d'odeur) et par analyse physico-chimique (concentrations en composés odorants et débit d'émission) au niveau des différentes sources identifiées (camions, portes, biofiltres, cheminée, ...)
- Au titre du retour d'expérience et à partir des données météorologiques acquises, l'analyse des conditions météorologiques sur la génération d'émissions olfactives.
- A l'occasion de ce diagnostic, l'exploitant a vérifié le respect des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'exploitation et déterminé à partir de quelles valeurs limites une réduction importante des nuisances olfactives par le voisinage pourrait être perçue.

Pour répondre à cette demande, Suez a demandé à la société GINGER BURGEAP de réaliser :

- Un audit de l'installation, comprenant notamment :

- i) Un audit olfactif, avec la participation d'un nez expert formé au « Champ des Odeurs® », qui permettra d'identifier les odeurs sur site et déterminer leur impact dans l'environnement
- ii) Un audit du bâti, à l'aide d'un test de fumigation permettant de localiser notamment

<p>d'éventuelles zones de fuite des bâtiments</p> <p>iii) Un audit d'exploitation, permettant d'identifier les éventuels dysfonctionnements pouvant être à l'origine des émissions d'odeur du site</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une campagne de mesures olfactométriques et physico-chimiques au niveau des sources identifiées lors de l'audit de l'installation ; • Une analyse des nuisances recensées par ATMO Occitanie. <p>Une station météo a été installée en toiture afin d'être plus précis dans l'analyse des conditions météorologiques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : étude technico-économique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/11/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, étude technico-économique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant remet sous 6 mois au préfet une étude technico-économique visant à définir des solutions techniques pour réduire en fréquence et en intensité les épisodes olfactifs consécutifs à l'exploitation de son unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés notamment selon les aléas météorologiques. Cette étude aborde a minima les sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens techniques à mettre en œuvre afin d'atteindre des objectifs déterminés de réduction des émissions olfactives, - les coûts associés à ces moyens techniques, <p>Cette étude comprend un plan d'amélioration des installations mentionnant les solutions de traitement mises en place sous un échéancier sur lequel l'exploitant s'engage.</p> <p>La validation du diagnostic, de l'efficacité et de la suffisance des solutions proposées pourra être soumise à un expert tiers reconnu.</p> <p>Constats :</p> <p>L'étude technico économique et un plan de réduction odeurs ont été transmis le 12 mai 2023. Les études montrent une bonne efficacité du système actuel ainsi qu'un impact extrêmement faible des rejets du système de traitement actuel. Ces résultats peuvent être légèrement améliorés par l'ajout d'un 3ème étage de traitement qui permettrait de limiter la concentration d'odeur à 500 UO/m3 et de garantir l'absence de pic. L'impact d'une telle solution serait très modéré. Ces résultats laissent à penser que d'autres sources du site ne sont pas prises en compte. Les débits d'air extrait ainsi que la configuration du bâtiment (forme et volume) ne permettent pas de garantir l'absence de fuites que ce soit lors de l'ouverture de porte ou par d'éventuelles ouvertures dans la toiture ou le bardage. L'ajout d'extraction d'air complémentaire semble nécessaire.</p> <p>L'exploitant a donc engagé une remise en état de la ligne de process et du dispositif de traitement d'air actuel.</p> <p>Process :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réfection du trommel primaire (Grilles) afin de mieux récupérer l'organique. - Réfection du balistique sur organique afin d'avoir une meilleure qualité d'organique avant fermentation, réfection des ventilations tunnels (Toujours en cours avancement à 80% afin d'avoir

une fermentation correcte),

- Réfection des grilles du trommel d'affinage afin de mieux séparer l'organique du non organique après fermentation,
- Réfection du cyclone et de la table densimétrique afin de mieux capter et améliorer la qualité du compost.
- Reprise du management du site est en cours, c'est plus de 5 ETP supplémentaires mis en place depuis janvier avec 2 chefs d'équipes pour manager l'exploitation et la maintenance.

Traitement d'air(odeurs) : avancement à 80 %

- Remise en état des ventilateurs d'apports d'air frais,
- Remise en état des tours de lavage ont tous été remis en état
- Remise en état de la partie asservissement toujours en cours

Également, des travaux sur les portails de l'usine afin que ceux-ci soient plus efficaces sont en cours

L'ensemble des travaux réalisés depuis janvier hors maintenance courante c'est-à-dire remise en état du site s'élève à plus de 400 k€ sans compter les 5 ETPs supplémentaires.

L'exploitant s'engage à faire réaliser une nouvelle analyse des émissions de l'installation une fois ces travaux réalisés afin d'évaluer l'opportunité de mettre en œuvre les options proposées dans l'étude technico-économique.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Valorisation des plastiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2009, article 2.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valorisation des plastiques

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des autres déchets produits au sens du 2 c de l'article 2 de l'arrêté du 22 avril 2008 et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières conformément à la réglementation.

Les matières qui ne peuvent pas être valorisées sont éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur.

La destination des déchets ultimes est conforme aux dispositions du PDEDMA du Gard (périmètre du plan ou départements limitrophes si la distance par route n'excède pas 50 km) sauf justification apportée par l'exploitant .

Constats :

Sur 2022 et 2023, seuls les métaux ont pu être valorisés.

Les plastiques sont aujourd'hui laissés dans les refus issus du tri car les recycleurs ne désirent pas recevoir ce produit souillé par de l'ordure ménagère et les seuls plastiques destinés à être recyclés sont issus de la collecte sélective ou séparative chez les industrielles ou déchetteries (Non souillés). L'exploitant indique que le flux souillé est considéré aujourd'hui comme techniquement et économiquement non valorisable. Au sein du groupe Suez, il y aurait la même problématique au niveau des plastiques présents dans les encombrants/tout venant de déchetterie.

Afin de valoriser ce flux, l'exploitant étudie la remise en service du trieur optique en mode tout

plastique afin de valoriser ce flux en CSR sur son site de Narbonne avec pour objectif de trier pour valorisation énergétique la totalité des plastiques présents dans le flux, pots, barquettes, PE, PS, PP alors qu'auparavant seuls les flacons PET et PEHD étaient extraits.

Ainsi à fin août, sur 32 253 tonnes entrantes, 27 689 tonnes sont repartis pour être enfouies sur le site de l'ISDND de Bellegarde et seulement 473 tonnes de compost ont été produites.

La réfection de la ligne de production de compost devrait améliorer ce ratio.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Remise en état bassin pluviale

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/08/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état bassin pluviale

Prescription contrôlée :

La société Suez R&V Méditerranée, dont le siège social est situé : 16, rue Antoine Becquerel - 11782 NARBONNE CEDEX est mise en demeure, pour son unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée I NEOVAL J, située aux lieux-dits "Le Barthas" et "Pique Peyre", sur la commune de Salindres :

- sous un délai de 12 mois à compter de la notification de présent arrêté, de se conformer aux prescriptions de l'article 3.7. de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009, en réalisant les travaux de reprise du bassin d'eaux pluviales de toitures de manière à rétablir son étanchéité et sa capacité de rétention de 1100 m³ selon les éléments du porter à connaissance déposé le 21 mars 2019 ;
- sous un délai de 6 mois à compter de la notification de présent arrêté, de justifier du lancement des travaux par la fourniture d'un document attestant d'une commande passée auprès d'une entreprise de son choix ;

Constats :

L'exploitant a transmis le 24 mai 2023 un porter à connaissance de modifications des conditions d'exploitation et d'aménagement. Ces modifications consistent principalement à supprimer l'étanchéité du bassin et justifié du dimensionnement de celui-ci. Ces travaux seront réalisés sous 6 mois et des vannes guillottes seront ajoutées en entrée et en sortie de bassin.

Des éléments fournis dans le dossier de porter à connaissance et de leur examen vis-à-vis des critères définis dans l'article R.181-46 du Code de l'Environnement, il apparaît que les modifications réalisées sont considérées comme non substantielles. Ainsi l'inspection proposera à monsieur le sous-préfet d'Alès de prendre acte des modifications souhaitées par arrêté préfectoral complémentaire.

Par ailleurs, un arrêté rendant redevable l'exploitant d'une astreinte administrative jusqu'à satisfaction de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 août 2021 a été pris le 21 novembre 2022. Cette astreinte peut être liquidée à compter du 24 mai 2023. Un projet d'arrêté de liquidation d'astreinte sera proposé à monsieur le sous-préfet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet